

*Délibération n° 151/2018 du 23 août 2018 approuvant la rétrocession du réseau et des ouvrages
d'assainissement collectif des eaux usées de la servitude Justin Teissier au profit de la SEM
Assainissement des eaux de Tahiti*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 150/2017 du 28 juillet 2017 approuvant la rétrocession du réseau et des ouvrages d'assainissement collectif des eaux usées de la servitude Justin Teissier au profit de la Polynésie Française;
- **VU** l'avis favorable de la commission équipement et développement communal réunie en date du 03 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

- Article 1** – Est approuvée la rétrocession du réseau et des ouvrages d'assainissement collectif des eaux usées de la servitude Justin Teissier au profit de la SEM Assainissement des eaux de Tahiti.
- Article 2** – Le Maire est autorisé à signer tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.
- Article 3** – La délibération n° 150/2017 du 28 juillet 2017 approuvant la rétrocession du réseau et des ouvrages d'assainissement collectif des eaux usées de la servitude Justin Teissier au profit de la Polynésie Française est abrogée.
- Article 4** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

